

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1910.

Projet de loi approuvant le Traité d'arbitrage obligatoire conclu le 18 novembre 1910 entre la Belgique et l'Italie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement Italien a manifesté le désir de conclure avec la Belgique un traité d'arbitrage obligatoire et de renouer à cet effet les négociations qui furent entamées en 1903, en prenant pour base la formule de nos précédents traités d'arbitrage.

Le Gouvernement du Roi a accueilli avec satisfaction la proposition qui lui a été faite par le Cabinet de Rome. Il lui a toutefois paru désirable de substituer une formule nouvelle à celle qui avait prévalu antérieurement.

Le projet dont il a été saisi, répondait aux vues du Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel; celui-ci n'a pas hésité à lui accorder son assentiment.

La Convention arbitrale qui est soumise à l'approbation de la Chambre a été signée le 18 novembre 1910.

Elle est la première que la Belgique ait conclue depuis la deuxième Conférence de la Paix.

Comme la Chambre le sait, les délégués belges ont renoncé à La Haye au principe de la spécialisation des cas d'arbitrage inscrit dans nos traités de 1903.

Le Gouvernement a fait connaître, dans l'exposé des motifs du projet de loi approuvant les conventions signées à La Haye, le 18 octobre 1907 (1), dans quelle mesure il avait autorisé ses délégués à se rallier au projet de convention arbitrale qui fut soumis à la première Commission. Ayant pris nettement position dans cette circonstance, le Gouvernement a désiré s'en tenir à la formule à laquelle il a adhéré.

Le traité qui est déposé sur le bureau de la Chambre s'inspire de la Convention franco-britannique de 1903 et des nombreux traités d'arbitrage qui furent conclus sur les mêmes bases; il renferme aussi des dispositions

(1) Chambre des Représentants. Session de 1909-1910, Documents parlementaires, n° 230.

empruntées au chapitre qui traite de la Cour permanente d'arbitrage dans la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux signée à La Haye le 18 octobre 1907 ; il contient en outre certaines clauses qui lui sont particulières et qui distinguent la convention conclue entre la Belgique et l'Italie des autres accords internationaux de même genre réalisés jusqu'à ce jour.

* * *

L'article premier du traité étend d'une manière générale l'obligation du recours au tribunal arbitral à tous les cas de différends d'ordre juridique.

Le Gouvernement du Roi a proposé de stipuler explicitement que le champ d'application de l'arbitrage s'étendrait non seulement aux conventions déjà conclues, mais aussi aux conventions à conclure entre la Belgique et l'Italie. Le Cabinet de Rome a accueilli favorablement cette proposition.

Les Gouvernements contractants se sont trouvés d'accord pour maintenir, en ce qui concerne l'obligation éventuelle du recours à l'arbitrage, les réserves qui figurent dans les traités conclus jusqu'ici par la Belgique ainsi que dans la plupart des traités négociés depuis la deuxième Conférence de la Paix. La Chambre sait que la première de ces réserves concerne les conflits où les intérêts essentiels du pays seraient en cause, et la seconde, les conventions auxquelles de tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

Le Gouvernement belge a proposé au Cabinet de Rome de faire suivre l'article premier du traité de la disposition qui figure à l'article 2 de nos précédentes conventions ainsi que dans le projet de la Commission de la Conférence de 1907. Aux termes de cette disposition, chacune des Parties contractantes se réserve d'apprécier si un différend met ou non en cause ses intérêts essentiels.

Pour répondre à un désir exprimé par le Gouvernement italien, cet article a été remplacé par la *déclaration* qui figure à la suite de la Convention arbitrale et qui a pour objet, comme on pourra s'en rendre compte, de déterminer d'une manière précise et non équivoque le sens de l'article premier.

L'article 2 du traité qui vous est soumis reproduit l'article 4 des conventions arbitrales belges de 1903. Il n'a donné lieu à aucune observation.

L'article 3 est relatif au compromis que les Parties contractantes établiront chaque fois qu'il y aura lieu à arbitrage. Il s'inspire, dans le détail de ses dispositions, de l'article 52 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

Le paragraphe final laisse à chacune des Parties contractantes la faculté de soumettre le compromis aux formalités requises par ses lois constitutionnelles ; il reproduit une clause qui figure dans divers traités conclus par les États-Unis et qui est aussi réclamée par d'autres puissances. Le Gouvernement italien n'a pas vu d'objection à ce que cette clause fût inscrite dans la présente convention. Il a admis également l'opportunité des stipulations nouvelles que le Gouvernement du Roi y a introduites dans le but d'empêcher que l'une des parties puisse, en mettant obstacle à l'élaboration ou à l'approbation du compromis, faire échec à l'arbitrage lui-même. A cette fin, pour

donner à l'accord intervenu une complète efficacité et prévenir des lenteurs dans la procédure de l'arbitrage, le Gouvernement a cru utile de fixer dans l'article 4 du traité un délai d'un an, à l'expiration duquel la cour permanente de La Haye deviendra compétente pour l'établissement du compromis même sur la demande d'une seule des parties, si celles-ci ne réussissent pas à se mettre d'accord. Dans cette hypothèse, le soin de conclure le compromis sera confié à une commission arbitrale dont la composition est réglée de la manière suivante, d'après les articles 54 et 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 : sur la liste générale des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, chaque partie nommera deux arbitres dont un seul pourra être son national ou choisi parmi ceux qui auront été désignés par elle comme membre de la Cour permanente. Ces arbitres choisiront ensemble un surarbitre. En cas de partage des voix, le choix du surarbitre sera confié à une puissance tierce, désignée de commun accord par les parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une puissance différente et le choix du surarbitre sera fait de concert par les puissances ainsi désignées. Si, dans un délai de deux mois, ces deux puissances ne peuvent tomber d'accord, chacune d'Elles présentera deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour permanente, en dehors des membres désignés par les Parties et n'étant les nationaux d'aucune d'Elles. Le sort déterminera lequel des candidats ainsi présenté sera le surarbitre. Le règlement de cette procédure est emprunté à l'article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Les dispositions contenues dans les articles 6 à 9 de nos traités antérieurs à 1903 ne sont plus reproduites dans la présente Convention. Elles avaient trait à des questions de procédure qui sont résolues par la Convention conclue à La Haye le 18 octobre 1907. Il a suffi de se référer dans un article spécial (article 5) à cette Convention pour toutes les questions de procédure non prévues par le traité. Celui-ci a été conclu pour une durée de dix ans (article 6).

* * *

Dans ses négociations avec le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel, le Gouvernement belge a poursuivi un double but : il a cherché, d'une part, à étendre en fait le champ de l'arbitrage jusqu'aux limites qu'il lui avait reconnues à la deuxième Conférence de La Haye en 1907 ; il s'est attaché, d'autre part, à empêcher que le caractère obligatoire de l'engagement, auquel il a souscrit, puisse être infirmé par suite de difficultés relatives à l'élaboration ou à l'approbation du compromis.

Il se plaît à croire que la Chambre appréciera les progrès réalisés dans cette double voie par la présente Convention ; il espère pouvoir bientôt, fort de son assentiment, négocier sur les bases qui viennent d'être exposées de nouvelles conventions arbitrales en aussi grand nombre que possible.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le Traité d'arbitrage obligatoire conclu le 18 novembre 1910 entre la Belgique et l'Italie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'arbitrage obligatoire conclu le 18 novembre 1910 entre la Belgique et l'Italie, ainsi que la déclaration qui s'y trouve annexée, sortiront leurs pleins et entiers effets.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1910.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères :

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het op 18 November 1910 tusschen België en Italië gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 18 November 1910 tusschen België en Italië gesloten verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 20^e December 1910.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken :

J. DAVIGNON.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,
désirant régler autant que possible par la voie de l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. J. DAVIGNON, Officier de l'ordre de Léopold, Grand Croix de l'ordre de la Couronne, etc., Membre de la Chambre des Représentants, Son Ministre des Affaires étrangères,

ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

M. le comte BOTTARO-COSTA, Grand officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, Commandeur de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare, etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les différends d'ordre juridique qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes, et notamment les différends relatifs à l'interprétation des traités conclus ou à conclure entre Elles, seront soumis, s'ils n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye, à moins qu'ils ne mettent en cause soit l'indépendance ou les intérêts vitaux, soit l'honneur des Parties Contractantes ou qu'ils ne touchent aux intérêts de tierces Puissances.

ART. 2.

La présente convention recevra son application même si les contestations qui viendraient à s'élever entre les Parties avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 3.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties Contractantes signeront un compromis spécial déterminant l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre ou du tribunal arbitral, le mode de sa désignation, son siège, la langue dont il sera fait usage et celle dont l'emploi sera autorisé devant lui,

le montant de la somme que chacune des Hautes Parties aura à déposer à titre d'avance pour les frais, ainsi que les règles à observer en ce qui concerne les formalités et les délais de la procédure, et généralement, toutes les conditions dont Elles seront convenues.

Le compromis spécial sera soumis dans les deux pays aux formalités requises par les lois constitutionnelles.

ART. 4.

Si dans l'année qui suit la notification par la partie la plus diligente d'un projet de compromis, les Hautes Parties Contractantes ne réussissent pas à se mettre d'accord sur les dispositions à prendre, la Cour permanente sera compétente pour l'établissement du compromis.

Elle pourra être saisie par la requête d'une seule des Parties.

Le compromis sera arrêté conformément aux dispositions des articles 54 et 48 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

ART. 5.

Sauf les dispositions ci-dessus indiquées, la procédure arbitrale sera réglée conformément à ladite convention.

ART. 6.

La présente convention est conclue pour un délai de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié six mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, la convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

ART. 7.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 18 novembre 1910.

(Signé) : J. DAVIGNON; (Signé) : COSTA.

DÉCLARATION.

Au moment de procéder à la signature du traité d'arbitrage convenu entre leurs Gouvernements, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont jugé opportun de préciser le sens de la réserve contenue dans l'article 1^{er} dudit traité en ce qui concerne les conflits mettant en cause l'indépendance, l'honneur ou les intérêts vitaux des Parties contractantes.

Les deux Gouvernements reconnaissent qu'il appartient à chacune des Parties Contractantes de décider si le différend qui se serait produit affecte ses intérêts essentiels, et n'est point, par conséquent, soumis obligatoirement à l'arbitrage.

Toutefois, appréciant l'un et l'autre les avantages de ce mode de solution des différends entre nations, les deux Gouvernements entendent ne point se prévaloir de ce droit d'appréciation pour restreindre la portée des dispositions de l'article 1^{er} du traité, qui instituent l'arbitrage obligatoire, et ils sont d'accord pour déclarer que leur intention est de donner à ces dispositions une interprétation aussi large que possible en les appliquant aux différends qui rentrent dans les catégories prévues audit article 1^{er}.

Fait à Bruxelles en double exemplaire, le 18 novembre 1910.

(Signé) : J. DAVIGNON ; (Signé) : COSTA.



(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 DECEMBER 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 18 November 1910 tusschen België en Italië gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Italiaansche Regeering heeft den wensch uitgedrukt om met België een verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak te sluiten en daartoe de onderhandelingen weder aan te knopen welke in 1905 werden begonnen, met de formule onzer vorige soortgelijke verdragen tot grondslag.

's Konings Regeering heeft het haar door het Kabinet van Rome gedane voorstel met genoegen aanvaard. Het scheen haar echter wenschelijk toe, de formule die vroeger werd verkozen, door eene nieuwe te vervangen. Het ingediende voorstel beantwoordde aan de inzichten van de Regeering van Koning Victor-Emanuel, die er zonder aarzeling mede instemde.

Het verdrag van scheidsgerecht welk aan de Kamer tot goedkeuring wordt voorgelegd, werd op 18 November 1910 onderteekend.

't Is het eerste verdrag, door België aangegaan sedert de tweede Vredes-Conferentie.

Zooals de Kamer weet, hebben de Belgische afgevaardigden te 's-Gravenhage afgezien van het beginsel van de opgave der gevallen waarin de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak is opgelegd, door onze verdragen van 1905 gehuldigd.

In de memorie van toelichting omtrent het ontwerp van wet tot goedkeuring van de op 18 October 1907 te 's-Gravenhage onderteekende verdragen (1), heeft de Regeering te kennen gegeven in hoever zij hare afgevaardigden gemachtigd had om bij te treden tot het ontwerp van verdrag van scheids-

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers. — Zittijd 1909-1910. — Kamerbescheiden, n^o 250.

gerecht, welk aan de eerste Commissie werd overgelegd. Daar de Regeering te dier gelegenheid heeft post gevat, wenschte zij zich te houden bij de formule tot dewelke zij was toegetreden.

Het verdrag dat op het bureel der Kamer is neergelegd, is opgemaakt in denzelfden zin als de Fransch-Engelsche overeenkomst van 1903 en de talrijke verdragen van scheidsgerecht die op dezelfde grondslagen werden gesloten; het bevat ook bepalingen, overgenomen uit het hoofdstuk welk, in het te 's-Gravenhage op 18 October 1907 onderteekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, handelt over het bestendig Hof van arbitrage; het behelst bovendien sommige bepalingen die aan het verdrag gansch eigen zijn en waardoor het verschilt van de overige, tot hiertoe getroffen internationale overeenkomsten van denzelfden aard.

* * *

Artikel één van het verdrag breidt de verplichting der toevlucht tot de scheidsrechtbank op algemeene wijze uit tot al de geschillen van rechtskundigen aard.

's Konings Regeering heeft voorgesteld uitdrukkelijk te bepalen dat het verdrag zou toepasselijk zijn, niet alleen voor de alreeds getroffen, maar ook voor de later tusschen België en Italië te sluiten overeenkomsten. Het Kabinet van Rome heeft dit voorstel gunstig onthaald.

De verdragsluitende Regeeringen waren het eens om, ten opzichte van de verplichting der toevlucht, desgevallend, tot het scheidsgerecht, de voorbehoudingen te behouden welke voorkomen in de tot dusver door België gesloten verdragen, zoomede in de meeste verdragen die sedert de tweede Vredes-Conferentie werden aangegaan. Zooals de Kamer weet, heeft de eerste dier voorbehoudingen betrekking op de geschillen waarbij de hoofdzakelijke belangen van het land mochten betrokken zijn, en de tweede op de overeenkomsten waaraan andere Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe andere Mogendheden mochten toegetreden zijn.

De Belgische Regeering heeft aan het Kabinet van Rome voorgesteld, op artikel één de bepaling te doen volgen, voorkomende in artikel 2 onzer vorige verdragen, alsmede in het ontwerp van de Commissie der Conferentie van 1907. Naar luid van die bepaling, behoudt elke verdragsluitende Partij zich voor te oordeelen of het geschil al of niet hare hoofdzakelijke belangen raakt. Om eenen door de Italiaansche Regeering uitgedrukten wensch te beantwoorden, werd dat artikel vervangen door de *verklaring* die achteraan het verdrag van scheidsgerecht voorkomt en, zooals men zal kunnen inzien, ten doel heeft nauwkeurig en ondubbelzinnig de beteekenis van artikel één aan te geven.

Artikel 2 van het U voorgelegde verdrag is niets anders dan artikel 4 van de Belgische verdragen van scheidsgerecht van 1903. Het heeft tot geenerlei aanmerking aanleiding gegeven.

Artikel 3 handelt over het compromis welk de verdragsluitende Partijen zullen treffen telkens als scheidsrechterlijke uitspraak noodig zal zijn. In

zijne bijzonderheden is het opgevat naar de bepalingen van artikel 52 van het Verdrag van 's-Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen.

De slotparagraaf laat aan elke Verdragsluitende Partij de bevoegdheid om het compromis aan de bij hare grondwettelijke wetten vereischte formaliteiten te onderwerpen; dit is eene bepaling welke voorkomt in verschillende verdragen, door de Vereenigde Staten gesloten, en die ook door andere Mogendheden wordt gevorderd. De Italiaansche Regeering vond er geen bezwaar in, dat die bepaling ook in het tegenwoordig verdrag werd opgenomen. Zij heeft ook de wenschelijkheid erkend van de nieuwe bepalingen, welke 's Konings Regeering er heeft ingelascht om te beletten dat eene van de beide Partijen, ten einde het scheidsgerecht zelve te verijdelen, de opmaking en de goedkeuring van het compromis verhindere. Opdat de regeling gansch doeltreffend weze en om in de scheidsrechterlijke behandeling alle traagheid te vermijden, heeft de Regeering goedgevonden, in artikel 4 van het verdrag eenen termijn van één jaar te bepalen, waarna het bestendig Hof van 's-Gravenhage zal bevoegd zijn om het compromis op te maken, zelfs op aanvraag van enkel eene van de Partijen, zoo deze het niet eens worden. Alsdan zal de opmaking van het compromis worden opgedragen aan eene scheidsrechterlijke commissie; waarvan de samenstelling is geregeld zooals volgt, naar artikelen 54 en 45 van het Verdrag van 's-Gravenhage van 18 October 1907 : op de algemeene lijst van de leden van het bestendig Hof van arbitrage van 's-Gravenhage, zal elke Partij twee scheidsrechters benoemen, waarvan slechts één haar onderdaan mag zijn of slechts één mag worden gekozen onder degenen, die door haar als leden van het bestendig Hof zijn aangewezen. Deze scheidsrechters zullen samen eenen opperscheidsrechter kiezen. Bij staking van stemmen, zal de keus van den opperscheidsrechter opgedragen worden aan eene derde Mogendheid, door de Partijen in gemeen overleg aangewezen. Indien hieromtrent geene overeenstemming verkregen wordt, zal iedere Partij eene verschillende Mogendheid aanwijzen, en de keus van den opperscheidsrechter zal geschieden in gemeen overleg door de aldus aangewezen Mogendheden. Indien, binnen eenen termijn van twee maanden, deze twee Mogendheden niet tot overeenstemming kunnen geraken, zal ieder van haar twee kandidaten voorstellen, genomen op de lijst van de leden van het bestendig Hof, buiten de leden welke door de Partijen zijn aangewezen, en die geen onderdanen van eene der Partijen zijn. Het lot bepaalt welke der beide aldus voorgestelde kandidaten opperscheidsrechter is. De regeling dezer handelwijze is ontleend aan artikel 45 van het Verdrag van 's-Gravenhage van 18 October 1907, voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen.

De bepalingen welke voorkomen in artikelen 6 tot 9 van onze verdragen van vóór 1905, zijn in het verdrag met Italië niet opgenomen. Zij hadden betrekking op sommige kwestieën van behandeling, die thans zijn opgelost door het Verdrag van 's-Gravenhage van 18 October 1907. Het was voldoende, in een bijzonder artikel (artikel 5) naar dat Verdrag te verwijzen, voor al de door het tegenwoordig verdrag niet voorziene kwestieën van behandeling.

Het verdrag is aangegaan voor eenen termijn van tien jaren (artikel 6) .

Bij de onderhandelingen met de Regeering van Koning Victor-Emanuel beoogde de Belgische Regeering een dubbel doel : zij heeft enerzijds getracht den werkkring van het scheidsgerecht feitelijk uit te breiden tot de grenzen welke zij eraan had erkend op de tweede Conferentie van 's-Gravenhage van 1907; anderzijds wenschte zij te beletten dat de verbintenis, welke door de onderteekening wordt genomen, kon verijdeld worden door moeilijkheden betreffende de opmaking of de goedkeuring van het compromis.

Zij vertrouwt dat de Kamer den vooruitgang, onder dat dubbel oogpunt door het tegenwoordig verdrag gemaakt, naar waarde zal weten te schatten; zij hoopt dat zij, door de instemming der Kamer gesteund, eerlang in onderhandelingen zal kunnen treden om nog zooveel mogelijk nieuwe verdragen van scheidsgerecht te sluiten, op de grondslagen welke hier werden uiteengezet.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant le Traité d'arbitrage obligatoire conclu le 18 novembre 1910 entre la Belgique et l'Italie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'arbitrage obligatoire conclu le 18 novembre 1910 entre la Belgique et l'Italie, ainsi que la déclaration qui s'y trouve annexée, sortiront leurs pleins et entiers effets.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1910.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères :

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het op 18 November 1910 tusschen België en Italië gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 18 November 1910 tusschen België en Italië gesloten verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 20^e December 1910.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken :

J. DAVIGNON.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË, wenschende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk scheidsrechterlijk te slechten, hebben besloten daartoe een Verdrag aan te gaan en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,

Den Heer J. DAVIGNON, Officier in de Leopoldsorde, Grootkruis in de Orde van de Kroon, enz., Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Hoogst-deszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken,

En ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË,

Den Heer Graaf BOTTARO-COSTA, Grootofficier in de Orde van de Kroon van Italië, Commandeur in de Orde der Heiligen Mauritius en Lazarus, enz., Hoogst-deszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen,

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen.

ARTIKEL ÉÉN.

De geschillen van rechtskundigen aard die tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen mochten ontstaan, en inzonderheid de geschillen omtrent de verklaring der tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, zullen, indien zij langs den diplomatieken weg niet konden worden geregeld, onderworpen worden aan het bestendig Hof van arbitrage, te 's-Gravenhage ingesteld, in zoover zij noch de onafhankelijkheid of de levensbelangen, noch de eer der Verdragsluitende Partijen, noch de belangen van andere Mogendheden raken.

ART. 2.

Dit Verdrag zal toegepast worden, zelfs indien de betwistingen die tusschen de Partijen mochten oprijzen, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 3.

In ieder afzonderlijk geval zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen een bijzonder compromis aangaan, tot bepaling van het voorwerp van het geschil, de uitgestrektheid van de bevoegdheid van den scheidsrechter of de

scheidsrechtbank, de wijze waarop hij of zij wordt aangewezen, zijnen of haren zetel, de taal waarvan hij of zij gebruik zal maken en die waarvan het gebruik ten overstaan van den rechter of de rechtbank zal toegelaten zijn, het bedrag van de som welke elke van de Hooge Partijen zal te storten hebben als voorschot voor de kosten, zoomede de na te leven regelen ten opzichte van de formaliteiten en de termijnen der rechtspleging en, over het algemeen, al de voorwaarden waaromtrent zij zullen overeengekomen zijn.

Het bijzonder compromis zal in de beide landen onderworpen zijn aan de formaliteiten, door de grondwettelijke wetten vereischt.

ART. 4.

Zoo, binnen het jaar volgende op de bekendmaking, door de meest gereede Partij, van een ontwerp van compromis, de Hooge Verdragsluitende Partijen het niet eens kunnen worden omtrent de noodige schikkingen, zal het bestendig Hof bevoegd zijn om het compromis op te maken.

Zij zal daartoe door enkel eene van de Partijen kunnen verzocht worden.

Het compromis zal vastgesteld worden naar de bepalingen van artikelen 54 en 45 van het Verdrag van 's-Gravenhage voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, van 18 October 1907.

ART. 5.

Buiten en behalve de hierboven aangewezen bepalingen, zal de scheids-rechterlijke rechtspleging naar genoemd Verdrag geregeld worden.

ART. 6.

Dit Verdrag wordt gesloten voor eenen termijn van tien jaren. Het zal in werking treden eene maand na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging.

Moest geene van de Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van gezegden termijn, haar inzicht te kennen gegeven hebben om er de uitwerking van te doen ophouden, zoo zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van een jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere van de Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 7.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, den 18ⁿ November 1910.

(Get.) J. DAVIGNON; (Get.) COSTA.

VERKLARING.

Bij het overgaan tot de onderteekening van het Verdrag van scheidsgericht, waaromtrent hunne Regeeringen zijn overeengekomen, hebben de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, het raadzaam geoordeeld nauwkeurig den zin te bepalen van het voorbehoud omvat in artikel 1 van gezegd Verdrag en betreffende de geschillen waarbij de onafhankelijkheid, de eer of de levensbelangen der Verdragsluitende Partijen ingewikkeld zijn.

De beide Regeeringen erkennen dat elke Verdragsluitende Partij behoort te beslissen of het geschil, welk mocht opgerezen zijn, hare hoofdzakelijke belangen raakt en derhalve de verplichting wegvalt om het geschil aan het scheidsgericht te onderwerpen.

Beide Regeeringen schatten echter naar waarde de voordeelen van die wijze van beslechting der geschillen tusschen natiën en zij zullen zich op dat recht van beoordeeling niet beroepen om eenige beperking toe te brengen aan de dracht van de bepalingen van artikel 1 van het Verdrag, waarbij de verplichting van de toevlucht tot het scheidsgericht wordt vastgesteld, en zij zijn het eens om te verklaren dat haar inzicht is, die bepalingen in zoo breedten zin op te vatten als mogelijk is, door ze toe te passen op de geschillen die vallen onder de soorten voorzien bij gezegd artikel 1.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, den 18ⁿ November 1910.

(Get.) J. DAVIGNON; (Get.) COSTA.

